

Cinq années : 2009 – 2014
Cinq objectifs pour les animaux

Engagez-vous pour les animaux

La protection des animaux sera un thème important pour beaucoup d'électeurs lors des prochaines élections européennes. Nous demandons à tous les groupes politiques d'inclure dans leur programme pour le Parlement européen 2009-2014 cinq objectifs principaux :

- Améliorer le bien-être des animaux d'élevage
- Diminuer le nombre d'expérimentations sur animaux
- Protéger les animaux de compagnie
- Protéger et respecter la faune sauvage
- Garantir le respect de la législation

Depuis sa création, le Parlement européen a été le premier à répondre aux préoccupations du public et à s'engager dans des actions politiques significatives. En ce qui concerne les mesures de bien-être animal, les électeurs attendent des députés européens qu'ils prennent des initiatives. Il est donc primordial que le Parlement réponde positivement à ce défi et continue à soutenir des mesures strictes de protection des animaux.

La protection des animaux sera à nouveau parmi les préoccupations du public lors des prochaines élections européennes et influencera la façon de voter de nombreux citoyens.

Les cinq points qu'Eurogroup for Animals demande à chaque groupe politique d'inclure dans son programme pour les élections de 2009 sont les suivants :

1 Améliorer le bien-être des animaux d'élevage

Parce que les citoyens européens consomment des milliards d'animaux chaque année, le bien-être des animaux doit être au centre de la politique alimentaire européenne. Des politiques de promotion d'une meilleure protection des animaux devraient être adoptées et celles qui sont dommageables pour les animaux devraient être réformées. Le transport longue durée des animaux vivants devrait être interdit. La Politique Agricole Commune devrait être utilisée pour encourager le changement vers une production alimentaire respectueuse du bien-être animal, de haute qualité et durable. La législation pour protéger le bien-être de tous les animaux de ferme est essentielle, mais les formes d'élevage biologique et respectueux du bien-être devraient aussi être encouragées.

2 Diminuer le nombre d'expérimentations sur animaux

Le nombre d'essais sur animaux augmente à nouveau ces dernières années, particulièrement à cause de la biotechnologie et de l'ingénierie génétique. Cette tendance prouve l'échec des politiques européennes. Des propositions législatives récentes ont montré comment les tentatives d'améliorer la sécurité dans d'autres domaines peuvent sans le vouloir entraîner une augmentation importante des tests sur animaux. A ce jour les efforts ont visé la promotion de la validation de méthodes n'utilisant pas d'animaux, mais il faut aussi augmenter considérablement la recherche visant à remplacer les tests animaux routiniers qui sont effectués pour respecter les exigences de la législation européenne. L'UE doit adopter d'urgence un plan d'action cohérent sur l'expérimentation animale afin de réduire le nombre d'animaux utilisés, de promouvoir les alternatives et de garantir que les nouvelles politiques n'aillent pas à l'encontre de la stratégie de réduction.

Une approche législative cohérente

Le protocole sur la protection et le bien-être des animaux qui fait partie intégrante du Traité d'Amsterdam rend nécessaire une évaluation d'impact pour chaque proposition législative, mais celle-ci est rarement effectuée. Elle devrait constituer la première étape du développement d'une approche législative cohérente qui comprendrait :

- **L'évaluation** des conséquences de chaque proposition
- **L'application** de la législation adoptée dans les délais requis
- **Le respect** de la législation adoptée
- **Une évaluation** de l'impact et de l'efficacité
- **La garantie** qu'elle ne soit pas minée par le commerce international

Contactez-nous si vous désirez recevoir plus de détails sur nos propositions:

Delphine Bourgeois

Tél +32 2 740 08 25

Portable +32 477 45 71 12

d.bourgeois@eurogrouppforanimals.org

Andreas Erler

Tél +32 2 740 08 91

Portable +32 478 76 90 28

a.erler@eurogrouppforanimals.org

3 Protéger les animaux de compagnie

La protection des animaux de compagnie ne dépend pas vraiment de l'UE. Il est cependant urgent d'agir car le commerce international a entraîné une augmentation des déplacements d'animaux. Cela affecte non seulement le bien-être des animaux concernés, mais cela augmente aussi le risque de propagation des maladies chez les animaux et les humains. Un autre problème grave est l'absence de contrôle des élevages et du commerce de chiots.

4 Protéger et respecter la faune sauvage

L'UE a la responsabilité de protéger la faune européenne, parce qu'il n'est pas toujours possible d'établir des politiques efficaces au niveau des Etats membres. La protection des espèces dépasse les frontières et exige souvent des actions internationales obligeant la Commission européenne à être active au niveau d'organisations telles que la Convention sur le Commerce International d'espèces de faune et de flore menacées d'extinction (CITES) et la Commission Baleinière Internationale (CBI). C'est souvent pour éviter de devoir mettre en place des élevages coûteux que l'on a recours à l'importation d'animaux capturés à l'état sauvage, et ce au détriment des populations locales. Ces importations doivent être réduites de façon substantielle pour des raisons sanitaires, de protection animale et de conservation des espèces. Globalement l'UE doit introduire des normes plus strictes de protection des animaux sauvages indigènes et exotiques.

5 Garantir le respect de la législation

L'application d'une nouvelle législation de protection des animaux peut prendre plusieurs années. Il est inquiétant de constater que les Etats membres, l'industrie et même la Commission européenne elle-même ont tendance à tenter d'introduire des délais supplémentaires ou tout simplement à ne pas appliquer la législation à temps ou de façon correcte. Il est particulièrement préoccupant que la Commission commence à agir de cette façon, car c'est sa responsabilité exclusive de confronter les Etats membres lorsque ceux-ci ne respectent pas leurs obligations.

Si la législation n'est ni appliquée ni respectée, la réputation de l'UE en souffrira inmanquablement, d'autant plus lorsqu'il s'agit de domaines où la législation est le résultat d'une intense pression publique. En sa qualité d'institution démocratique, le Parlement européen est dans une position unique pour évaluer les efforts de la Commission et des Etats membres concernant le respect de la législation.

2009	Révision de la directive sur l'expérimentation animale
2010	Révision de la Politique Agricole Commune
2012	Entrée en vigueur de l'interdiction des cages pour les poules pondeuses
2013	Interdiction de vente de produits cosmétiques testés sur animaux
2013	Interdiction des stalles individuelles pour les truies